

# Le suspense n'aura pas duré: le soutien au service citoyen s'effondre, à dix jours du vote

**Scrutin du 30 novembre** Alors que partisans et opposants étaient au coude-à-coude à la mi-octobre, notre dernier sondage prédit un non à 70%, et un refus majoritaire chez toutes les tendances politiques.

Florent Quiquerez Berne

Les coups de boutoir répétés des opposants – gauche en tête – ont réussi à fragiliser le service citoyen et devraient définitivement le faire trébucher. Alors que la première vague du sondage Tamedia (éditeur de ce journal), diffusé le 15 octobre, révélait encore 51% d'avis positifs, la deuxième vague montre un effondrement rarement vu du nombre des soutiens. À dix jours du vote, ils ne sont plus que 28% à dire oui, contre 70% qui s'y opposent. À moins d'un miracle, la messe semble dite.

L'idée de cette initiative populaire est d'introduire un service obligatoire pour tous les citoyens. Et ce, qu'ils choisissent l'armée, la protection civile ou d'autres engagements en faveur de la collectivité, que ce soit l'environnement ou le social.

Si le texte suscitait une sympathie légitime au début de la campagne – que chaque jeune s'investisse pour la collectivité était perçu comme positif pour la cohésion nationale –, le projet a rapidement été rattrapé par les problèmes que pourrait engendrer sa mise en œuvre.

La gauche a notamment dénoncé un texte qui allait renforcer les inégalités, étant donné que les femmes font déjà beaucoup de travail non rémunéré. Elle craignait aussi une forme de dumping salarial. Au centre droit, également réfractaire au texte, on a mis en avant les problèmes que poserait l'absence de tous ces jeunes dans les entreprises. L'UDC craignait enfin que le service citoyen ne remplace à terme le service militaire.

Autant d'arguments qui ont fait mouche ces dernières semaines. L'initiative pour un service citoyen est désormais rejetée par les électeurs de tous les partis. Même ceux des Vert'libéraux, dont certaines personnalités sont pourtant derrière le projet, n'en veulent plus: l'initiative y récolte 51% de non contre 47% de oui. Le rejet le plus massif vient toutefois du côté du PLR et de l'UDC avec 75% de non. Suivent Le Centre (70%), le Parti socialiste (69%) et les Verts 60%.

## La guerre des sexes demeure sur le service citoyen

Bien que le non se soit là aussi renforcé partout, on trouve encore une différence d'appréciation selon les sexes. Les femmes, qui seraient directement concernées par un élargissement de



Le Conseiller fédéral Martin Pfister, qui combat l'initiative pour le service citoyen, peut avoir le sourire. Keystone

## La gauche a notamment dénoncé un texte qui allait renforcer les inégalités, étant donné que les femmes font déjà beaucoup de travail non rémunéré.

l'obligation de servir, sont désormais 76% à s'opposer au projet. Du côté des hommes, qui connaissent déjà le service militaire ou civil, la part de refus n'est «que» de 63%.

Reste que ce clivage est le seul qui saute aux yeux. En effet, aucune différence notable n'apparaît dans les intentions de vote, que l'on analyse les résultats selon les régions linguistiques, le type de commune, l'âge, le niveau de formation ou le revenu. Partout, le non est massif.

Au final, deux arguments animent le camp du non. Le fait qu'une obligation de servir augmenterait encore la charge pour les femmes, qui assument déjà une grande partie du travail non rémunéré, est cité par 39% des

opposants au projet. Vingt et un pour cent ajoutent que le texte nuirait à l'économie, car deux fois plus de personnes qu'aujourd'hui seraient absentes de leur lieu de travail pendant leur service. Leur remplacement entraînerait donc des coûts supplémentaires.

En face, le camp des partisans est séduit par l'idée que cette initiative favoriserait l'égalité en permettant à chacun d'apporter une contribution à la société. Une déclaration qui est partagée par 35% de ceux qui sont prêts à voter oui. Quelque 31% pensent aussi qu'un engagement au service de la collectivité – avec des jeunes venus de tout le pays – renforcerait la cohésion sociale et consoliderait ainsi la démocratie.

## Initiative pour l'avenir: la Jeunesse socialiste boit le calice jusqu'à la lie

Le 30 novembre, il n'y a pas que les partisans du service citoyen qui feront la grimace. Il y aura aussi tous ceux qui défendent l'initiative pour l'avenir. Lors du premier sondage, il y a un peu plus d'un mois, le non était déjà à 67%. Il s'est encore renforcé. Avec 75% de rejet, on est proche de la bérézina.

L'initiative populaire, lancée par la Jeunesse socialiste, propose de taxer à 50% la part de succession qui dépasse les 50 millions. L'argent récolté servirait à la lutte contre le changement climatique

et à la transition énergétique. Environ 2500 héritiers seraient concernés en Suisse.

Un projet que la droite et l'économie ont combattu très tôt en martelant l'idée qu'une telle proposition ferait fuir les grosses fortunes du pays, entraînant avec elle un manque à gagner fiscal massif. Un message reçu cinq sur cinq par les électeurs des partis bourgeois: 94% des électeurs UDC et PLR sont contre le texte. Le non est encore à respectivement 89% et 79% au Centre et chez les Vert'libéraux.

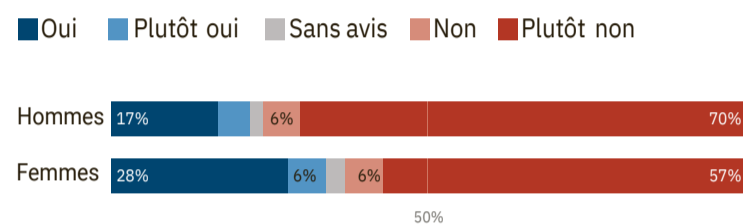
Sans surprise, c'est du côté de la gauche que le projet séduit. Mais pas assez pour renverser la tendance. Les électeurs PS sont 58% à soutenir l'initiative, contre tout de même 39% qui la rejettent. Au final, ce sont les Verts les plus enthousiastes, avec 71% d'opinions favorables.

Outre ce profond clivage partisan, on note aussi des différences en fonction du revenu, de l'âge, du niveau de formation et du lieu de résidence, même si partout le non reste majoritaire.

## 2<sup>e</sup> sondage Tamedia pour les votations du 30 novembre 2025

Initiative populaire «Pour une Suisse qui s'engage» (initiative service citoyen). Qu'allez-vous voter?

Résultats selon le genre. Réponses en pour-cent.

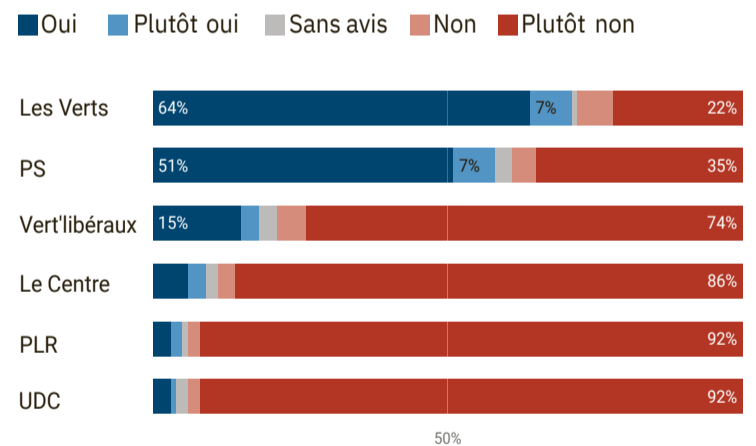


Sondage réalisé du 12 au 13 novembre 2025 auprès de 12'263 personnes de toute la Suisse (dont 2782 Romands).  
Marge d'erreur maximale du sous-groupe: ±2 points de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo; Source: sondage «20 minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

Initiative populaire «Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement» (initiative pour l'avenir). Qu'allez-vous voter?

Résultats par couleur politique. Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé du 12 au 13 novembre 2025 auprès de 12'263 personnes de toute la Suisse (dont 2782 Romands).  
Marge d'erreur maximale du sous-groupe: ±2 points de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo; Source: sondage «20 minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

Ainsi, plus un ménage gagne de l'argent, plus il est opposé au texte. Les jeunes, eux, se distinguent en étant deux fois plus favorables à l'initiative que leurs aînés. On voit aussi que l'électorat urbain est davantage séduit par cette idée que celui des campagnes.

Sans surprise, pour les partisans, l'argument central est que l'initiative pour l'avenir permet de lutter contre les inégalités. Et ce, en faisant payer les plus grands bénéficiaires du système économique, qui sont ju-

gés responsables de la crise climatique. Cet argument est cité par 47% des personnes prêtes à voter oui. Les opposants, eux, soulignent que l'argent des héritages est souvent investi dans des entreprises familiales. Si bien que l'impôt sur les successions pourrait contraindre les entrepreneurs à vendre à l'étranger. Le risque d'affaiblir ainsi la place économique suisse et de mettre en péril des emplois est mentionné par 47% de ceux qui ont l'intention de voter non. (FQU)